



Conseil économique et social

Distr. limitée
28 juin 2019
Français
Original : anglais

Comité du programme et de la coordination

Cinquante-neuvième session

3-28 juin 2019

Point 7 de l'ordre du jour

Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa cinquante-neuvième session

Projet de rapport

Rapporteur : M. Jun Yamada (Japon)

Additif

Questions relatives au programme : projet de budget-programme pour 2020

[Point 3 a)]

Programme 28

Sûreté et sécurité

1. À sa 14^e séance, le 12 juin 2019, le Comité a examiné le programme 28 (Sûreté et sécurité) du projet de plan-programme pour 2020 et les informations sur l'exécution du programme en 2018 [(A/74/6 (Sect. 34)]. Il était saisi également d'une note du Secrétariat sur l'examen du projet de plan-programme par les organes sectoriels, techniques et régionaux (E/AC.51/2019/CRP.1/Rev.2).

2. Le Secrétaire général adjoint à la sûreté et à la sécurité a présenté le programme et répondu avec d'autres représentants et représentantes du Département de la sûreté et de la sécurité aux questions posées lors de son examen par le Comité.

Débat

3. Les délégations ont exprimé leur satisfaction et leur ferme soutien au Département de la sûreté et de la sécurité pour les activités qu'il avait menées en vue d'assurer la sécurité et la protection du personnel des Nations Unies, lequel travaillait souvent dans les situations les plus difficiles et les plus dangereuses, et l'ont exhorté à poursuivre ses efforts en ce sens. Une délégation a souligné l'importance de la résolution 73/137 de l'Assemblée générale sur la sûreté et la sécurité du personnel humanitaire et la protection du personnel des Nations Unies, tandis qu'une autre s'est félicitée de l'action menée par le Secrétaire général et les organismes des Nations



Unies pour améliorer la sécurité routière, notamment dans le cadre de la stratégie du système des Nations Unies en la matière. Une délégation a rappelé que, dans les résolutions pertinentes sur la sûreté et la sécurité, il était précisé que le Département devrait concentrer ses activités sur le personnel des Nations Unies et que tout élargissement de son mandat devrait être examiné par les États Membres.

4. En ce qui concernait la réforme en cours du Département, des éclaircissements ont été demandés sur l'affirmation figurant au paragraphe 34.7 du programme selon laquelle, pour aller plus loin dans la réforme, il faudrait revoir les structures du système de gestion de la sécurité des Nations Unies. Des éclaircissements ont également été demandés sur les délais prévus pour ce qui était de la deuxième phase de la réforme, dont il était question au même paragraphe. Il a en outre été demandé si la réforme en cours du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents avait eu une incidence sur le Département.

5. En ce qui concernait les paragraphes 34.7 et 34.8 du programme, dans lesquels il était indiqué que la réforme en cours du Département avait conduit à une nouvelle structure organisationnelle au titre du sous-programme 3 (Appui opérationnel spécialisé), des précisions ont été demandées sur l'incidence que la réforme avait sur les deux autres sous-programmes. Une délégation a en outre fait observer que les objectifs des sous-programmes 2 (Opérations régionales sur le terrain) et 3 avaient changé par rapport au plan-programme précédent et a demandé si ces changements étaient liés à la réforme.

6. Se référant au paragraphe 34.11 du programme, une délégation s'est félicitée que le Département ait pris en compte les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, et a demandé un complément d'information sur la façon dont il avait appliqué cette stratégie sur les plans opérationnel et stratégique. Des informations ont été demandées sur les mesures que le Département avait prises pour prévenir la violence sexuelle, tant sur le plan stratégique que dans la culture organisationnelle en général.

7. Les délégations ont accueilli avec satisfaction les travaux entrepris au titre du sous-programme 1 (Services de sécurité et de sûreté), ainsi que les informations fournies selon lesquelles aucun incident n'avait été signalé en ce qui concernait les activités menées dans le cadre de manifestations spéciales ou pour faciliter l'accès des participants et participantes. Pour ce qui était du résultat escompté mis en évidence pour 2020 dans la partie Coup de projecteur intitulé « Mieux gérer les flux de visiteurs et de participants aux manifestations spéciales grâce à l'intégration des activités d'accréditation et d'établissement des cartes d'identité », des informations ont été demandées au sujet de l'affirmation selon laquelle, dans le cadre de l'élaboration d'Umoja-Extension 2, le Département modifierait la procédure d'accréditation et d'établissement de cartes d'identité pour les visiteurs et les participants aux manifestations spéciales organisées dans les locaux de l'Organisation comme à l'extérieur. Il a été estimé qu'il était essentiel de veiller à ce que le système d'établissement des cartes d'identité ne rencontre aucun problème et que tout changement devrait accélérer et simplifier la procédure d'accréditation des visiteurs et des participants.

8. Une délégation s'est félicitée des améliorations apportées en vue d'accélérer la procédure d'accréditation et d'établissement des cartes d'identité, mais a souligné qu'il importait tout autant de faciliter les mouvements dans les locaux des Nations Unies, en particulier pour les personnes handicapées. À cet égard, elle a fait valoir que les barrières métalliques de la Commission économique pour l'Afrique étaient dépassées et posaient des problèmes d'accessibilité, et que, lors de la modernisation des locaux de la Commission, il faudrait accorder l'attention voulue aux personnes handicapées. Elle a également rappelé le projet de système normalisé de contrôle des

accès (PACT I et PACT II)¹ et a demandé si celui-ci avait été mis en œuvre à la Commission. Une autre délégation a demandé s'il serait bénéfique d'utiliser les technologies de l'information sur le terrain et a estimé que, si elles étaient utilisées, elles devraient être à la pointe du progrès.

9. Il a également été souligné qu'il importait de coopérer avec les pays hôtes dans le cadre de l'élaboration de tout nouvel ensemble de règles et de pratiques. Les délégations ont fait observer que des consultations devraient être tenues au préalable avec les pays afin de veiller à ce qu'un plan solide soit mis en place en matière d'évacuation, de gestion des crises et de services d'urgence. Des préoccupations ont été exprimées au sujet des multiples procédures d'accès aux différents bâtiments de l'ONU à New York et des changements en matière de sécurité (fermetures de portes, modification des zones de stationnement) qui n'étaient pas dûment communiqués ou qui n'étaient pas communiqués suffisamment à l'avance.

10. Une délégation a rappelé que, le 10 juin 2019, un hélicoptère s'était écrasé dans un bâtiment du centre de Manhattan et a demandé quelles procédures d'évacuation étaient en place au cas où un événement similaire se produirait dans les bâtiments de l'ONU à New York. Dans le même ordre d'idées, il a été demandé si les innovations technologiques étaient utiles, notamment pour communiquer et diffuser des informations de manière instantanée en coopération avec le personnel et les autres partenaires.

11. Plusieurs délégations se sont interrogées sur les liens qui avaient été établis entre le programme et le Programme de développement durable à l'horizon 2030, étant donné que tous les objectifs de développement durable avaient été retenus. Une délégation a demandé si le Département avait été obligé de choisir ces objectifs ou s'il avait eu la possibilité de ne pas mettre ses travaux en conformité avec ces objectifs.

¹ La première phase consisterait à mettre le système normalisé de contrôle en conformité avec les normes minimales de sécurité opérationnelle pour les villes sièges pour ce qui était de la protection des périmètres et du contrôle électronique de l'accès. La deuxième consisterait à mettre le système en conformité avec les normes pour chacun des niveaux de sécurité définis à l'intérieur des périmètres (voir [A/64/532](#), par. 8).